

# La santé pour tous :

## le Canada et le réseau international de la santé



ACDI/David Barbour

Voilà de nombreuses années que le Canada partage avec divers pays partout dans le monde ses connaissances spécialisées en recherche et en développement dans le domaine de la santé. La contribution globale du Canada au développement des soins de santé sur le plan international atteint aujourd'hui plus de 100 millions de dollars par année. Cette participation comprend des contributions à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), aux programmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), aux travaux de recherche en développement sanitaire du Centre de recherche pour le développement international (CRDI), aux programmes mondiaux d'immunisation réalisés sous les auspices de la Francophonie et du Commonwealth, ainsi qu'à plus de 600 projets internationaux de santé qu'administrent des organismes non gouvernementaux du Canada.

Le Canada partage avec divers pays ses connaissances dans le domaine de la santé.

### Le Canada et l'OMS

Dès la création de l'Organisation, les Canadiens ont participé activement à toutes les initiatives de l'OMS. En ce qui a trait au financement de l'OMS, le Canada est l'un des plus importants donateurs. En outre, les comités d'experts et groupes d'étude de l'OMS comptent régulièrement des Canadiens parmi leurs membres. Le Canada est présent également dans le vaste réseau de centres affiliés à l'OMS. Il s'agit d'organismes choisis en raison de l'excellence de leurs recherches, de leur méthodologie, ainsi que du rôle de chef de file qu'ils jouent dans le domaine des sciences. Par le biais de projets conjoints, ces centres ont pour objectif de remédier à l'insuffisance des

installations de recherche, et de former les chercheurs dont les pays en développement ont tant besoin.

On compte aujourd'hui au Canada 14 centres affiliés à l'OMS, tous voués à la recherche visant à assurer l'utilisation sûre et efficace d'une vaste gamme de produits, de méthodes et de technologies.

Au fil des ans, la participation de la délégation canadienne à l'Assemblée mondiale de la santé a contribué à assurer le succès des séances. En 1987, la délégation canadienne a joué un rôle particulièrement important en participant à l'élaboration de résolutions sur le SIDA et pour l'élimination de la lèpre; elle a également proposé une résolution sur une journée mondiale anti-tabac en 1988.

### Coopération de la Francophonie dans le domaine de la santé

Depuis 1986, les chefs d'État et de gouvernement des pays qui ont en commun l'usage du français se rencontrent chaque année à l'occasion du sommet de la Francophonie. Ce dernier offre aux pays participants une tribune internationale pour l'étude de questions d'ordre politique, économique, social, ethnique et culturel.

Aux sommets de Paris (1986) et de Québec (1987), un certain nombre d'initiatives ont été lancées afin de venir en aide aux pays francophones en développement. En 1986, le Canada annonçait une contribution de 10 millions de dollars à un programme d'immunisation pour les États francophones; en 1987, il

ajoutait un don supplémentaire de 8 millions de dollars. Le Canada a aussi annoncé la mise sur pied d'un réseau expérimental de communications en vue de la diffusion, dans les pays en développement, d'émissions sur les soins médicaux.

### Participation du Commonwealth

Depuis 1965, les ministres de la Santé des pays membres du Commonwealth se réunissent tous les trois ans pour mettre en commun expérience, connaissances et services de formation en vue de l'amélioration des soins de santé partout dans le monde.

Lors du sommet du Commonwealth de 1985 qui a eu lieu à Nassau, le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a annoncé une importante intervention ayant pour but d'appuyer un programme d'immunisation des enfants à l'échelle mondiale. Le gouvernement du Canada a offert 25 millions de dollars afin de promouvoir, sur une période de cinq ans, les activités du Commonwealth dans le domaine de la santé. L'administration du programme relève maintenant du gouvernement canadien, de l'Association canadienne de santé publique et du Secrétariat du Commonwealth.